



MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'ÉNERGIE

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement Lorraine**

NANCY, le 17 septembre 2014

Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
8, bis, rue Pierre Fourier - CS 12247
54022 - NANCY CEDEX

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Objet : Installation classée pour la protection de l'environnement
Société SEVIA à TOUL
Constitution de garanties financières et déclaration IED

Réf : Courriers des 25 octobre et 26 novembre 2013 de la société SEVIA, transmissions
préfectorales des 2 décembre et 10 décembre 2013.

--	--	--

Ce document est susceptible de ne pas disposer de signature manuelle. Vous pouvez obtenir une copie de l'original signé en prenant contact à l'adresse mentionnée en en-tête.



1 - Contexte

La société SEVIA exploite sur le territoire de la commune de TOUL des installations de transit et regroupement de déchets dangereux autorisés par l'arrêté préfectoral n° 2002-400 du 23 janvier 2003.

Par transmissions visées en référence, la société SEVIA a transmis :

- Une proposition de calcul du montant des garanties financières,
- Une déclaration d'antériorité au regard de la directive dite « IED ».

2 - Garanties financières

2.1 - Contexte

Le décret n° 633-2012 du 3 mai 2012 a institué l'obligation de constituer des garanties financières pour certaines installations classées qui sont susceptibles d'être à l'origine de pollutions importantes des sols ou des eaux, en raison de la nature et de la quantité des produits et déchets détenus. Cette obligation a été codifiée au 5° de l'article R. 516-1 du Code de l'Environnement.

L'objectif de ces garanties financières est de couvrir les frais de mise en sécurité du site des installations visées par le dispositif en cas de défaillance de l'exploitant.

Les installations soumises à l'obligation de constitution des garanties financières sont listées par l'arrêté ministériel du 31 mai 2012. Pour le site qu'elle exploite sur le territoire de la commune de TOUL, la société SEVIA est concernée au titre de la rubrique 2718 et est tenue, en application de ce texte, de constituer ses garanties financières selon l'échéancier suivant :

- 20% du montant total de la garantie à la première échéance ;
- 20% du montant total de la garantie pendant les 4 années suivantes ou 10% pendant les 8 années suivantes si les garanties sont contractées auprès de la Caisse des Dépôts et Consignation.

L'exploitant doit transmettre à Monsieur le Préfet, un document attestant de la constitution des garanties financières conforme au modèle d'acte de cautionnement solidaire prévu par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution des garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'Environnement.

Conformément à l'article 3 de ce même arrêté, la proposition du montant des garanties financières est à adresser à Monsieur le Préfet au moins six mois avant la première échéance de constitution, soit pour le 31 décembre 2013 au plus tard.

Cette proposition de calcul a été transmise par l'exploitant à M. le Préfet par courrier du 26 novembre 2013.

2.2 - Analyse des éléments transmis par l'exploitant

Le montant des garanties financières est déterminé selon la formule suivante :

$$M = Sc [Me + \alpha (Mi + Mc + Ms + Mg)]$$

avec :

- **Sc** : coefficient pondérateur de prise en compte des coûts liés à la gestion du chantier. Ce coefficient est égal à 1,10.
- **Me** : montant, au moment de la détermination du premier montant de garanties financières, relatif aux mesures de gestion des produits dangereux et des déchets présents sur le site de l'installation.
- **α** : indice d'actualisation des coûts.
- **Mi** : montant relatif à la neutralisation des cuves enterrées présentant un risque d'explosion ou d'incendie après vidange.

- **Mc** : montant relatif à la limitation des accès au site comprenant la pose d'une clôture autour du site et de panneaux d'interdiction d'accès à chaque entrée du site et sur la clôture tous les cinquante mètres.
- **Ms** : montant relatif au contrôle des effets de l'installation sur l'environnement couvrant la réalisation de piézomètres de contrôles et les coûts des analyses de la qualité des eaux de la nappe au droit du site ainsi qu'un diagnostic de la pollution des sols.
- **Mg** : montant relatif au gardiennage du site ou à tout autre dispositif équivalent.

Pour le site de la société SEVIA à TOUL, l'exploitant arrive aux montants suivants :

- **Me** = 55 133 €
- **Mi** = 0 €
- **Mc** = 72 €
- **Ms** = 6 576 €
- **Mg** = 5 820 €

Me - Mesures de gestion des produits dangereux et des déchets

L'activité principale de cet établissement est le transit de déchets dangereux.

Les huiles, les tubes néons et ampoules, les piles et batteries sont rachetés par d'autres sociétés. Leur coût d'élimination a été fixé à 0€.

Les déchets pris en compte pour le calcul du montant des garanties financières sont les suivants :

	Volume maximal en transit sur site	Coût de traitement/élimination à la tonne (€ HT)
Liquide de refroidissement	64 t	60
Eaux souillées	40 t	175
Solvants	19,2 t	830
Aérosols	1,6 t	2010
Filtre à huile	23 t	205
DEEE	1 t	260
Liquide de freins	0,5 t	175
Acides	1 t	325
Emballages souillés	5 t	580
Pâteux	4,8 t	900

Au coût de traitement ou élimination de ces déchets, l'exploitant ajoute le coût de transport. Les montants présentés pour le traitement, l'élimination et le transport n'appellent pas de remarques particulières.

Mc - Interdictions ou limitations d'accès au site

Le site est actuellement clôturé. La société SEVIA a évalué le coût des panneaux de restriction d'accès en place au regard du périmètre de son site de 400 m.

Le coût est évalué à 72€.

Ms - Surveillance des effets de l'installation sur son environnement

Cet item correspond à la mise en place de piézomètres de contrôle, à l'analyse de la qualité des eaux de la nappe et au diagnostic de pollution des sols du site.

Il existe actuellement trois puits de contrôle sur le site. L'exploitant n'a pas pris en compte dans son calcul le coût relatif à la surveillance des eaux souterraines réalisées au moyen de ces trois puits de contrôle. La

note ministérielle du 20 novembre 2013 prévoit de fixer un montant de 2 000 € par piézomètre pour assurer la surveillance au moyen de ces puits.

La surface occupée par les installations soumises au dispositif de garanties financières est estimée par l'exploitant à 0,4 ha. L'exploitant évalue le coût d'un diagnostic de pollution à 6576 € sur la base d'une facture qu'il présente relative au diagnostic de pollution réalisé sur un site comparable lui appartenant et situé en Eure-et-Loire. Ce coût est inférieur à celui présenté dans la note ministérielle du 20 novembre 2013, lequel est de 10 000 € + 5 000 €/ha, soit pour le site SEVIA de TOUL : 12 000€ TTC.

Par conséquent l'inspection des installations classées propose de retenir :
 $Ms = 2\,000 \times 3 + 12\,000 = 18\,000 \text{ €}$ au lieu de 6576 €

Mg - Surveillance du site (gardiennage ou autre dispositif équivalent)

Le coût lié à cette surveillance est évalué par l'exploitant à 4 300 € sur la base des équipements actuellement en place (vidéo et télésurveillance, barrières infrarouge, maintenance).

La note du 20 novembre 2013 précise que le coût de la surveillance ne peut être inférieur à 15 000€.

L'inspection des installations classées confirme que $Mg = 15\,000 \text{ €}$.

Montant total des garanties financières :

- **Me** = 55 133 €
- **Mi** = 0 €
- **Mc** = 72 €
- **Ms** = 18 000 €
- **Mg** = 15 000 €

$$M = 1,1 \times (55133 + (703,8/667,7 \times 1,20/1,196 \times (0 + 72 + 18000 + 15000))) \times 699,9/703,8 = 99\,121 \text{ €}$$

Après prise en compte des coûts liés à la gestion du chantier et de l'indice d'actualisation, le coût total des garanties financières à constituer est donc évalué à 99 121 €.

Par ailleurs, toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une modification du coût de mise en sécurité nécessitera une révision du montant de référence des garanties financières.

3 - Mise en œuvre de la nouvelle Directive IED – Demande de bénéfice des droits acquis

3.1 - Contexte

Conformément aux dispositions de l'article R. 515-84 du code de l'environnement, l'exploitant d'une installation classée existante visée par les dispositions de la section 8 du chapitre V du titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement (chapitre 2 de la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010), doit faire parvenir au Préfet de département, dans un délai de 6 mois à compter de l'entrée en vigueur du décret n° 2013-374 du 2 mai 2013, soit avant le 5 novembre 2013, une proposition motivée de rubrique principale et de conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale pour son activité.

La société SEVIA est autorisée par l'arrêté préfectoral n° 2002-400 du 23 janvier 2003 à exploiter ses installations industrielles sur le territoire de la commune de TOUL au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement. L'exploitant a fait parvenir à Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle sa proposition de rubrique principale par courrier du 25 octobre 2013.

Les activités exercées par la société SEVIA sur son site de TOUL étaient précédemment visées par la directive 2008/1/CE du 15/01/08 relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution, dite directive IPPC.

3.2 - Analyse de l'inspection des installations classées

Parmi les rubriques 3000 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, la société SEVIA propose de retenir la rubrique 3550 comme rubrique principale s'appliquant à son installation de transit de déchets :

Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte.

Ce site n'est pas concerné par d'autres rubriques du type 3xxx de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Elle précise que son activité de stockage temporaire de déchets à une capacité maximale de 647,2 tonnes donc supérieure au seuil de 50 tonnes fixé pour cette rubrique de la nomenclature.

De plus, en l'absence de conclusion sur les meilleures techniques disponibles applicables à l'activité principale exercée, l'exploitant propose de retenir les meilleures techniques disponibles figurant au sein du document de référence WT (adopté par la Commission européenne avant le 6 janvier 2011) relatives au traitement de déchets.

Au vu des justifications apportées par cet exploitant, l'inspection des installations classées considère que ses propositions concernant la rubrique principale sont adaptées à son établissement industriel situé sur le territoire la commune de TOUL.

4 - Conclusion et suites proposées

Sur la base des éléments présentés ci-dessus et conformément à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de Meurthe et Moselle de prendre un arrêté préfectoral fixant le montant des garanties financières à constituer par l'exploitant ainsi que les quantités maximales de déchets pouvant être stockées sur le site. A cet effet, un projet d'arrêté préfectoral est joint en annexe du présent rapport.

Ce projet d'arrêté préfectoral prévoit également de :

- formaliser la rubrique principale applicable à l'établissement au titre de la directive IED, ainsi que les conclusions sur les meilleures techniques disponibles associées à cette rubrique principale ;
- acter le bénéfice de l'antériorité au titre de la rubrique 3550 créée par le décret n° 2013-375 du 2 mai 2013 dans la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Conformément aux dispositions de l'article R. 512-31 du code de l'environnement, ce projet d'arrêté préfectoral devra, avant son adoption et sa notification, recevoir l'avis du CODERST.

Projet d'arrêté préfectoral complémentaire
relatif à la société SEVIA située à TOUL
prescrivant la constitution de garanties financières

Le Préfet du département de Meurthe et Moselle ;

Vu la directive n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles ;

Vu le Code de l'Environnement et en particulier son Livre V ;

Vu la nomenclature des installations classées ;

Vu le décret n° 2013-375 du 2 mai 2013 modifiant la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du Code de l'Environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2002-400 du 23 janvier 2003 autorisant la société SEVIA à exploiter des installations de transit, tri et regroupement de déchets dangereux sur le territoire de la commune de TOUL, complété par l'arrêté préfectoral n° 2013-833 du 6 décembre 2013 ;

Vu le courrier de l'exploitant à M. le Préfet en date du 26 novembre 2013 transmettant sa proposition de calcul de garanties financières ;

Vu le courrier de l'exploitant à M. le Préfet en date du 25 octobre 2014 par lequel il déclare son existence au regard de l'évolution de la nomenclature des installations classées ;

Vu les observations de l'exploitant transmises par courriel à l'inspection des installations classées en date du 1^{er} août 2014 ;

Vu le rapport de l'Inspection des installations classées en date du xxxxx ;

Vu l'avis du CODERST lors de sa séance du XXXX ;

Considérant que les installations exploitées sont soumises à autorisation au titre de la rubrique n° 2718 de la nomenclature des installations classées, rubrique listée par l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé, et quelle sont considérées comme existantes au sens de ce même arrêté ;

Considérant que ces activités sont exploitées à des niveaux supérieurs aux seuils fixés par l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé ;

Considérant qu'il convient d'ajuster le calcul de garanties financières transmis par l'exploitant pour le rendre conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé en particulier en ce qui concerne la surveillance des eaux souterraines et le gardiennage ;

Considérant que le montant des garanties financières est supérieur à 75 000 euros ;

Considérant en conséquence que l'exploitant doit constituer des garanties financières en vue d'assurer la mise en sécurité de l'ensemble de son site en cas d'arrêt définitif d'activité de ce dernier, conformément aux dispositions des articles R. 516-1 et suivants du Code de l'Environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

ARRÊTE

Article 1 : Champ d'application

La société SEVIA dont le siège social est situé Zone Industrielle du Petit Parc - Voie C - Rue des Fontenelles - 78920 ECQUEVILLY, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions définies dans le présent arrêté, à poursuivre l'exploitation sur le territoire de la commune de TOUL, 3285 route de Villey Saint Etienne, d'un centre de transit, regroupement, tri et prétraitement de déchets industriels.

Article 2 : Complément à la liste des activités concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Le tableau figurant à l'article 3 de l'arrêté préfectoral n° 2013-833 du 6 décembre 2013, remplaçant le tableau de l'article 1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2002-400 du 23 janvier 2003, modifié est complété par la ligne suivante :

Rubrique	Désignation activité	Activité exercée	Régime
3550	<i>Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes.</i>	<i>Transit de déchets dangereux : 647,2 tonnes de ces déchets stockées au plus sur le site.</i>	A

Article 3 : Garanties financières

Article 3.1 : Objet des garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour l'ensemble des installations exploitées sur le site, listées à l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé, au titre du 5° du IV de l'article R. 516-2 du code de l'environnement et à leurs installations connexes.

Elles sont constituées dans le but de garantir la mise en sécurité du site de l'installation en application des dispositions mentionnées à l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement.

Article 3.2 : Montant des garanties financières

Le montant initial des garanties financières, défini sur la base de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif au calcul des garanties financières, est fixé à **99 121 euros TTC**.

Ce montant est fixé sur la base d'un indice TP01 de 699,9 (avril 2014) et un taux de TVA de 20%.

Article 3.3 : Modalités de constitution des garanties financières

L'exploitant devra constituer des garanties financières dans les conditions prévues à l'article R. 516-1-5° du code de l'environnement et à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé, à savoir :

- 20 % du montant initial des garanties financières dès notification du présent arrêté ;
- 20 % supplémentaires du montant initial des garanties financières par an pendant 4 ans.

En cas de constitution des garanties financières sous la forme de consignation entre les mains de la Caisse des Dépôts et Consignations, l'échéancier est le suivant :

- constitution de 20 % du montant initial des garanties financières dès notification du présent arrêté ;
- constitution supplémentaire de 10 % du montant initial des garanties financières par an pendant huit ans.

Le document attestant la constitution des garanties financières est délivré par l'un des organismes prévu à l'article R. 516-2 du code de l'environnement. Il est établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.

Le document attestant de la constitution des 20 % du montant initial des garanties financières est transmis à Monsieur le Préfet dans un délai de 15 jours après constitution.

Les documents attestant de la constitution des incréments suivants sont transmis à Monsieur le Préfet au moins trois mois avant chaque anniversaire de la constitution initiale.

Article 3.4 : Renouvellement des garanties financières

Le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article 3.3 du présent arrêté.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse à M. le Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.

Article 3.5 : Actualisation des garanties financières

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès de Monsieur le Préfet dans les cas suivants :

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 ;
- sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15% de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

Ce montant réactualisé est obtenu par application de la méthode d'actualisation précisée à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé.

Article 3.6 : Révision du montant des garanties financières

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une modification du coût de mise en sécurité nécessite une révision du montant de référence des garanties financières et doit être portée à la connaissance du Préfet avant sa réalisation.

Article 3.7 : Absence de garanties financières

Outre les sanctions rappelées à l'article L. 516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.171-8 de ce code. Conformément à l'article L.171-9 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

Article 3.8 : Appel des garanties financières

Monsieur le Préfet peut faire appel aux garanties financières à la cessation d'activité, pour assurer la mise en sécurité du site en application des dispositions mentionnées à l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement :

- soit en cas de non-exécution par l'exploitant de ces dispositions, après intervention des mesures prévues à l'article L.171-8 du Code de l'Environnement ;
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant.

Article 3.9 : Levée de l'obligation de garanties financières

Lorsque l'activité a été totalement ou partiellement arrêtée et après mise en sécurité de tout ou partie du site des installations couvertes par lesdites garanties en application des dispositions mentionnées aux articles R. 512-39-1 et suivants, Monsieur le Préfet détermine, dans les formes prévues à l'article R. 512-31, la date à laquelle peut être levée, en tout ou partie, l'obligation de garanties financières. La décision du Préfet ne peut intervenir qu'après consultation des maires des communes intéressées.

En application de l'article R. 516-5 du Code de l'Environnement, Monsieur le Préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

Article 4 : Changement d'exploitant

Conformément aux dispositions de l'article R. 516-1 du code de l'environnement, le changement d'exploitant est soumis à autorisation préfectorale. Le nouvel exploitant adresse à Monsieur le Préfet les documents établissant ses capacités techniques et financières et l'acte attestant de la constitution de ses garanties financières, au moins trois mois avant le changement effectif d'exploitant.

Lorsque le changement d'exploitant n'est pas subordonné à une modification du montant des garanties financières, l'avis du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques n'est pas requis. A défaut de notification d'une décision expresse dans un délai de trois mois, le silence gardé par le Préfet vaut autorisation de changement d'exploitant.

Article 5 : Quantités maximales de déchets pouvant être entreposées sur le site

A tout moment, les quantités de déchets pouvant être entreposées sur le site ne doivent pas dépasser les quantités fixées par les arrêtés préfectoraux réglementant l'installation.

Article 6 : Sanctions

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 7 du livre I du Code de l'Environnement.

Article 7 : Frais

Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 8 : Articles d'exécution.